

# Les répercussions de l'exclusion financière au Maroc sur l'environnement : Analyse à travers l'application de la théorie enracinée

## The Implications of Financial Exclusion in Morocco on the Environment: An Analysis through the Application of Grounded Theory.

Zakarya MOUZOUN<sup>1</sup>, Anouar AMMI<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisation, ENCG, Université Ibn Tofail, Kenitra, Maroc

**Résumé.** Le Maroc a lancé une initiative en 2015 visant à favoriser l'accès et l'utilisation, des ménages et entreprises, à des services financiers de base, tels que l'ouverture de comptes bancaires, la souscription de prêts, l'épargne et l'assurance et ce dans le cadre de sa stratégie nationale d'inclusion financière. Cependant, l'exclusion financière reste un défi majeur, avec des facteurs et des obstacles qui entravent cet objectif. Dans cette étude, nous cherchons à explorer en profondeur ces facteurs d'exclusion financière au Maroc et à comprendre leur impact sur l'environnement. Notre approche de recherche repose sur l'application de la théorie enracinée, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Nous avons mené une étude en utilisant des questionnaires et des entretiens semi-directifs auprès de la population marocaine âgée de 18 ans et plus pendant deux mois (avril et mai 2023), et avec utilisation des logiciels tels que SPSS et N'vivo pour analyser les données. Les résultats mettent en évidence plusieurs facteurs contribuant à l'exclusion financière, dont la défiance envers les institutions financières, le faible niveau d'éducation et de connaissances financières, ainsi que l'absence de produits et services financiers adaptés aux besoins individuels et aux besoins environnementaux, tels que le financement de projets de préservation de l'environnement. Pour surmonter ces obstacles, il est crucial de développer des programmes d'éducation financière et de renforcer la transparence et la responsabilité des institutions financières.

**Abstract :** In 2015, Morocco launched an initiative to promote access to basic financial services for households and businesses, including opening bank accounts, accessing loans, savings, and insurance, as part of its national financial inclusion strategy. However, financial exclusion remains a major challenge, with various factors and obstacles hindering this objective. This study aims to explore these factors of financial exclusion in Morocco in depth and understand their impact on the environment. Our research approach relies on the application of grounded theory, combining qualitative and quantitative methods. We conducted a two-month study (April and May 2023) using questionnaires and semi-structured interviews with the Moroccan population aged 18 and above. Data analysis was performed using software such as SPSS and N'vivo. The results highlight several contributing factors to financial exclusion, including distrust in financial institutions, low levels of education and financial literacy, as well as the lack of financial products and services tailored to individual and environmental needs, such as financing for environmental preservation projects. To overcome these obstacles, it is crucial to develop financial education programs and enhance transparency and accountability in financial institutions. Additionally, creating financial products and services that address environmental needs can have a positive impact on both financial inclusion and environmental conservation in Morocco. Reformulated in English: In 2015, Morocco launched an initiative to promote access to basic financial services for households and businesses, including opening bank accounts, accessing loans, savings, and insurance, as part of its national financial inclusion strategy. However, financial exclusion remains a major challenge, with various factors and obstacles hindering this objective. This study aims to explore these factors of financial exclusion in Morocco in depth and understand their impact on the environment. Our research approach relies on the application of grounded theory, combining qualitative and quantitative methods. We conducted a two-month study (April and May 2023) using questionnaires and semi-structured interviews with the Moroccan population aged 18 and above. Data analysis was performed using software such as SPSS and N'vivo. The results highlight several

contributing factors to financial exclusion, including distrust in financial institutions, low levels of education and financial literacy, as well as the lack of financial products and services tailored to individual and environmental needs, such as financing for environmental preservation projects. To overcome these obstacles, it is crucial to develop financial education programs and enhance transparency and accountability in financial institutions. Additionally, creating financial products and services that address environmental needs can have a positive impact on both financial inclusion and environmental conservation in Morocco.

**Mots Clés :** Développement financier, Inclusion financière, Croissance économique, Réduction de la pauvreté, Investissements, Services bancaires, Développement durable

## 1 Introduction :

L'exclusion financière englobe la situation où certaines personnes ou groupes rencontrent des difficultés pour accéder aux services financiers de base, constituant ainsi l'opposé du concept d'inclusion financière. Ces services incluent notamment les comptes bancaires, les prêts, les assurances et l'épargne. L'exclusion financière peut revêtir différentes dimensions, telles que géographiques [1], économiques, culturelles et institutionnelles. Malgré les initiatives gouvernementales visant à promouvoir l'inclusion financière, telles que la stratégie nationale d'inclusion financière mise en place par le Maroc [2], de nombreuses études et recherches scientifiques ont identifié plusieurs facteurs considérés comme des obstacles à cette inclusion. Certaines personnes et populations se retrouvent ainsi exclues des produits et services financiers de base, tels que l'ouverture d'un compte bancaire, la détention d'un compte d'épargne ou la souscription à une assurance. La littérature a démontré que cette situation varie en fonction de la qualité des populations ciblées, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises.

D'après les données de Global FINDEX, publiées en 2017, seuls 29% des adultes au Maroc ont accès aux services financiers de base, en raison d'une multitude de facteurs d'exclusion. Les résultats indiquent également que les femmes sont moins incluses financièrement que les hommes, avec un taux de bancarisation de 65% contre 72%. Derrière ces chiffres, la base de données FINDEX met en évidence plusieurs facteurs, dont notamment le faible niveau de revenu des populations non bancarisées, l'inadéquation des produits et services financiers aux besoins des consommateurs, favorisant ainsi l'exclusion financière et exposant les populations les plus vulnérables à la pauvreté [3]. À cela s'ajoute le niveau d'éducation financière, qui a un impact positif sur le comportement d'épargne des ménages, la planification financière de leur budget et le choix de services financiers adaptés à leurs attentes [4].

La mobilisation des ressources financières par les ménages agricoles dans les zones rurales pour acquérir les intrants nécessaires à des fins d'amélioration de la production agricoles, de bonne exploitation des ressources des énergies renouvelables, de la bonne gestion et de recyclage des déchets. L'exclusion financière est l'un des obstacles majeurs auquel est confronté la majorité de ces ménages et ce qui freine la croissance agricole et elle limite l'accès aux investissements environnementaux et ralentit le passage vers une économie verte et durable. En revanche, l'inclusion financière constitue l'une des solutions qui s'offre aux pouvoirs publics et aux gouvernements afin d'accroître l'accès et l'utilisation des services financiers aux ménages agricoles exclus du système financier [5].

L'étude de l'exclusion financière au Maroc a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs et praticiens cherchant à comprendre les causes et à trouver des solutions pour promouvoir l'inclusion financière dans le pays [6], [7], [8], [9], [10]. Cependant, malgré les travaux déjà réalisés, il existe encore certaines lacunes qui nécessitent une attention particulière. Cette recherche s'engage à combler ces lacunes en appliquant la théorie enracinée pour une analyse approfondie de l'exclusion financière au Maroc. Premièrement, une des lacunes actuelles réside dans la compréhension des causes profondes de l'exclusion financière tels que la pauvreté, l'accès limité aux services financiers et les disparités socio-économiques pour raison que chaque pays possède des caractéristiques uniques et des défis spécifiques en matière d'inclusion financière. Ensuite, il existe un besoin d'analyse contextuelle et locale de l'exclusion financière au Maroc. Aussi, il est essentiel de donner une voix aux populations marginalisées dans la recherche sur l'exclusion financière. L'application de la théorie enracinée permettra d'inclure ces voix et de recueillir des données qualitatives auprès des populations exclues financièrement au Maroc.

Cette recherche vise à comprendre les causes profondes de l'exclusion financière au Maroc en identifiant les facteurs économiques, sociaux, culturels et politiques qui contribuent à cette exclusion, à explorer les expériences et les perspectives des individus et des communautés marginalisées par rapport aux services financiers, afin de

donner une voix à ceux qui sont exclus et de mieux comprendre leurs besoins et leurs défis, à examiner les pratiques, les politiques et les réglementations financières existantes au Maroc pour évaluer leur impact sur l'exclusion financière et identifier les lacunes et les opportunités d'amélioration et à proposer des recommandations politiques et des interventions pratiques pour réduire l'exclusion financière au Maroc, en prenant en compte les spécificités culturelles et les contextes locaux. Elle contribue au savoir académique en élargissant notre compréhension de l'exclusion financière dans le contexte marocain. Les résultats éclaireront les décideurs politiques dans la formulation de politiques publiques plus efficaces. Les praticiens du développement bénéficieront des recommandations pratiques pour concevoir des programmes d'inclusion financière plus pertinents. En donnant une voix aux populations marginalisées, la recherche cherche à autonomiser ces groupes et à créer un impact social et économique en réduisant l'exclusion financière et en ouvrant de nouvelles opportunités d'accès aux services financiers.

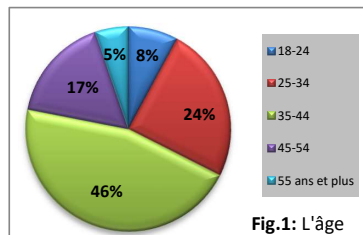


Fig.1: L'âge

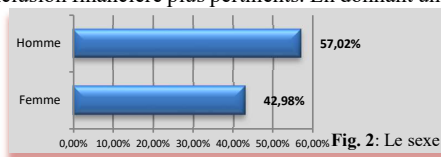


Fig. 2: Le sexe

Pour atteindre les objectifs de cette recherche sur l'exclusion financière au Maroc, une revue de la littérature est réalisée en vue de mettre le point sur l'état des connaissances sur ce domaine et afin de cerner les lacunes existantes. Ensuite, une méthodologie de recherche solide sera élaborée, comprenant des entretiens semi-directifs, des questionnaires et des observations sur le terrain. Les données collectées seront ensuite analysées en utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives appropriées en utilisant les logiciels SPSS et N'Vivo. Une validation et une triangulation seront effectuées pour renforcer la validité de la recherche par une présentation et une discussion des résultats. Ensuite, des recommandations concrètes seront formulées en se basant sur les résultats et diffusées aux décideurs, praticiens et chercheurs intéressés par l'inclusion/l'exclusion financière au Maroc. Et en fin, une conclusion où nous allons récapituler les résultats, les recommandations ainsi que les limites de notre recherche, un remerciement à tous ceux qui ont participé à la production de travail et enfin la liste des ressources bibliographiques utilisés pour la rédaction de notre article.

## 2 Méthodologie :

### 2.1 Données collectées :

Pour bien comprendre les facteurs qui suscitent d'exclusion financière au Maroc et son impact sur l'environnement, nous avons choisis une méthode basée sur l'application de la théorie enracinée (également connue sous le nom de Grounded Theory en anglais), elle a été développée par les sociologues Glaser et Strauss (1967) [11]. C'est une méthode de recherche qualitative qui permet de développer une théorie émergente à partir des données collectées sur le terrain [12]. Le choix de cette méthodologie pour étudier l'exclusion financière au Maroc, est opté pour plusieurs raisons, dont premièrement, la théorie enracinée permet une compréhension contextuelle en se basant sur les aspects particuliers de l'exclusion financière. Aussi, elle permet d'explorer les facteurs structurels qui contribuent à l'exclusion financière, tels que les pratiques du système financier formel et les politiques gouvernementales réglementaires en reposant sur une collecte de données qualitative approfondie et finalement l'objectif est de proposer des solutions adaptées à la réalité marocaine en identifiant les obstacles spécifiques et concrètes.

Pour mener à bien notre travail de recherche, nous avons optés pour une étude, à la fois, quantitative et qualitative au moyen d'un questionnaire et des entretiens semi directifs en s'adressant à des experts du secteur financier, des représentants d'institutions financières, des membres de la fondations marocaines d'éducation financière, des membres de la communauté, des chefs et fondateurs d'entreprises, des représentants des pouvoirs publics et des individus exclus du système financier. Cette étude est faite sur période de deux mois, de mois d'Avril au Mai 2023, sur un échantillon qui est composée de tous segments de de la population marocaine tels que les adultes, les jeunes et aussi les citoyens âgés (voir la figure n°1), généralement d'âge supérieur à dix-huit ans.

Aussi, la population de l'étude se compose des individus et ce quel que soit le genre hommes à raison de 57% et les femmes pour une participation de 43% (Voir figure n°2) et aussi quel que soit leurs appartenances géographiques urbain 61% de l'échantillon ou rural avec 39% appartenant à différentes régions du Maroc

Le questionnaire mené contient vingt-cinq questions, fermées et aussi ouvertes, réparties en six sections nommées comme suit :

- Section 1 : Accès aux services financiers ;
- Section 2 : Facteurs d'exclusion financière ;
- Section 3 : Expériences personnelles et besoins en services financiers ;
- Section 4 : Initiatives et politiques d'inclusion financière ;
- Section 5 : Perspectives et suggestions ;
- Section 6 : Informations démographiques et géographiques

La collecte des informations est fait en suivant une méthode basée sur la création d'un questionnaire en ligne tout en profitant de l'évolution spectaculaire que connaît les technologies d'informations et de communication (TIC) et à la fois rempli en directement par certains personnes interrogés. Comme nous avons procédé aussi à la collecte des données via la réception et le contact direct en face à face des agents des institutions financières (banques, sociétés de financement, association de microcrédit...) en utilisant des entretiens semi-directifs. Les informations collectées ont subi des traitements statistiques à l'aide du logiciel SPSS (*Statistical Package for the Social Sciences*) et le logiciel d'analyse qualitative de données « N'vivo ».

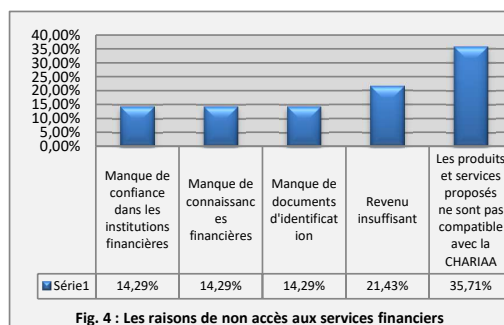
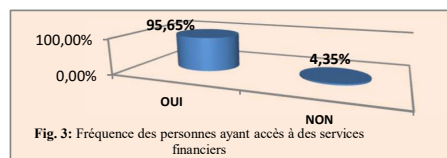
## 2.2 Analyse de données :

### 2.2.1 Accès aux services financiers :

D'après les résultats sur l'accès à des services financiers tels que des comptes bancaires, des prêts, des assurances, etc. 95,65% de la population ont répondu favorablement par « Oui », c'est-à-dire qu'ils ont accès au moins à l'un des services financiers proposés. Tandis que 4,35% ont déclaré le non accès à ces services (Voir la figure n°3).

Plusieurs raisons ont été déclarées, par les interviewés, comme obstacles qui poussent plusieurs personnes d'être exclues des services financiers de base. D'après notre étude, le manque de la documentation nécessaire, le niveau faible de revenu, le manque de confiance dans les institutions financières, le faible niveau d'éducation financière et le manque de connaissance sur les services et produit financiers et aussi le problème d'incompatibilité des offres financières avec leurs convictions religieuses. La figure n° 4 nous montre en détail la fréquence que représente chaque raison en se basant sur les réponses des individus de notre population d'étude.

Les résultats, comme les montrent la figure n°6 en bas, indiquent la répartition des fréquences en pourcentage pour différentes catégories financières. Le compte bancaire est la catégorie la plus courante avec 98,18%, suivi des prêts bancaires à 57,27% et des cartes de crédit à 12,73%. Les microcrédits sont utilisés par 8,18% des individus, tandis que les assurances sont souscrites par 57,27% d'entre eux. Les assurances vie et les plateformes de bourse en ligne sont moins répandues avec seulement 0,91%. En ce qui concerne les moyens de paiement, les cartes bancaires sont utilisées par 74,55% des personnes. Les crédits automobiles ont un taux de 28,57%, tandis que les crédits immobiliers atteignent 73,02%. Les crédits à la consommation sont moins fréquents avec 19,05% des personnes ayant contractées un prêt bancaire. Ces résultats soulignent la prévalence des comptes bancaires, des prêts bancaires et des cartes de crédit parmi les individus interrogés, tandis que les assurances vie et les crédits à la consommation sont moins répandus.



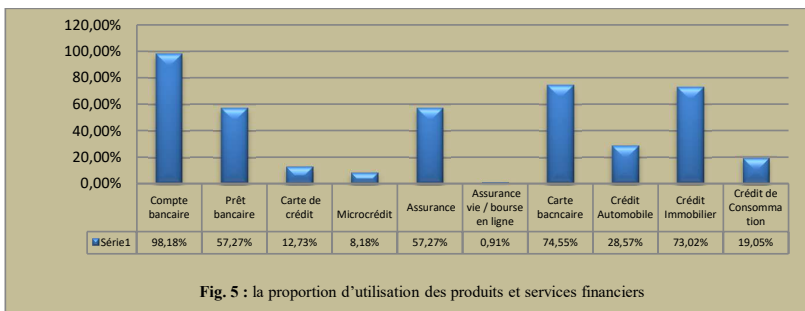


Fig. 5 : la proportion d'utilisation des produits et services financiers

### 2.2.2 Facteurs d'exclusion financière

Les résultats de notre étude montrent que, portant la majorité des individus ont accès à des services financiers et ce principalement par l'ouverture de comptes bancaires, plusieurs facteurs, comme le montre la figure n°6, freine l'utilisation des autres produits et services financiers de base tels que l'épargne, l'assurance et la souscription des contrats de crédit. Selon les réponses des individus, ces obstacles sont principalement : Faible disponibilité des institutions financières dans les régions rurales (31,58%), Frais élevés associés aux services financiers (65,79%), Manque d'éducation financière (61,40%), Discrimination basée sur le genre, l'âge, l'origine ethnique (10,53%), Manque de confiance dans les institutions financières (59,65%), Barrières linguistiques (20,18%), l'accès limité aux technologies financières (ex : Internet, téléphone portable) (28,07%) et, aussi, la Rigidité des critères d'éligibilité ou bien les garanties admises pour les services financiers avec (27,19%).

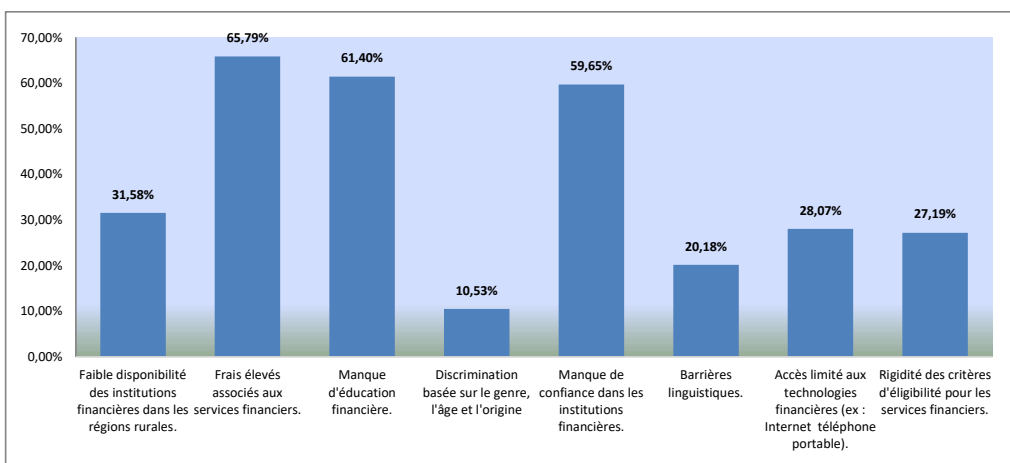
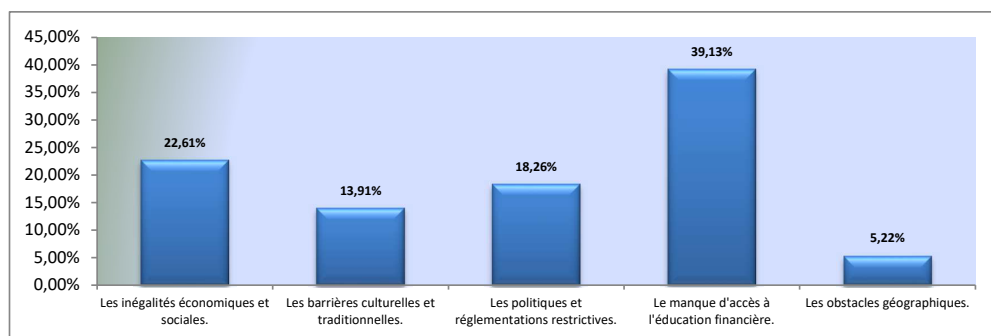


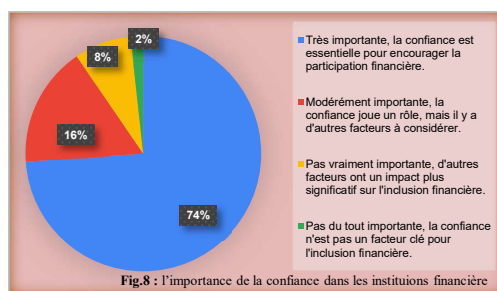
Fig. 6 : Facteurs d'exclusion financière.

En parallèle, les résultats montrent que le manque d'accès à l'éducation financière est le défi le plus important, obtenant 39,13% des réponses. Ensuite, les inégalités économiques et sociales sont identifiées comme une préoccupation majeure avec 22,61%. Les politiques et réglementations restrictives sont citées comme un facteur problématique avec 18,26%. Les barrières culturelles et traditionnelles sont mentionnées avec 13,91%. Enfin, les obstacles géographiques sont perçus comme un défi moins préoccupant, avec seulement 5,22%.



**Fig. 7 :** la proportion des facteurs les plus déterminants dans l'exclusion financière au Maroc

La confiance dans les institutions financières peut jouer aussi un rôle crucial dans la réduction de l'exclusion financière. Les résultats de notre étude, voir figure n°8, montrent que 73,9% prônent que la confiance est Très importante et elle est essentielle pour encourager la participation financière. 16,5% d'entre eux déclarent qu'elle est modérément importante il y a d'autres facteurs à considérer. Ainsi, 7,8% confirment que la confiance dans les institutions financière n'est vraiment importantes et qu'il existe d'autres facteurs plus significatifs alors que 1,7% ont autre point de vue et pour eux la confiance est pas de tout importante.



**Fig.8 :** l'importance de la confiance dans les institutions financière

### 2.2.3 Expérience personnelle et besoins en services financiers

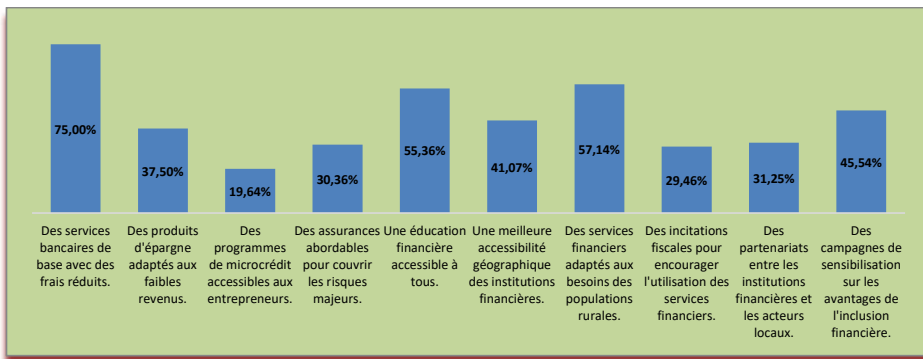
L'analyse des expériences vécus par les individus de la population objet de notre étude a donné des résultats qui montrent que la principale difficulté financière rencontrée est un revenu insuffisant, représentant 39,13% des réponses. Les dépenses médicales élevées et la perte d'emploi sont citées à égalité avec 12,17% chacune. L'accumulation de dettes est également une préoccupation majeure, obtenant 15,65% des réponses. Cependant, 41,74% des participants indiquent ne pas avoir rencontré de difficultés financières, voir tableau n°1. Ces résultats mettent en évidence la diversité des problèmes financiers auxquels les individus peuvent faire face, tels que le revenu insuffisant, les dépenses médicales, la perte d'emploi et les dettes, mais également le fait que certains ne rencontrent pas de difficultés financières.

**Table. 1 :** la répartition des difficultés confrontées à l'usage des services financiers

Types de difficultés confrontées	Fréquence en %
Oui, en raison d'un revenu insuffisant.	39,13%
Oui, en raison de dépenses médicales élevées.	12,17%
Oui, en raison de la perte d'emploi.	12,17%
Oui, en raison de dettes accumulées.	15,65%
Non, je n'ai pas rencontré de difficultés financières.	41,74%

Quant aux initiatives qu'ils améliorer ou développer en vue d'encourager l'inclusion financière des citoyens marocains. Les résultats, figure n°8, montrent que 75,00% des répondants considèrent important d'avoir des services bancaires de base avec des frais réduits. De plus, 37,50% pensent qu'il est nécessaire d'avoir des produits d'épargne adaptés aux faibles revenus, tandis que 19,64% soulignent l'importance des programmes de microcrédit accessibles aux entrepreneurs. En outre, 30,36% estiment qu'il est crucial d'avoir des assurances abordables pour couvrir les risques majeurs, et 55,36% considèrent qu'une éducation financière accessible à tous est nécessaire. 41,07% des répondants soulignent l'importance d'une meilleure accessibilité géographique des institutions financières, et 57,14% pensent qu'il est essentiel d'avoir des services financiers adaptés aux besoins des populations rurales. De plus, 29,46% des répondants estiment qu'il est important d'avoir des incitations fiscales pour encourager l'utilisation des services financiers, tandis que 31,25% soulignent l'importance des partenariats entre les institutions

financières et les acteurs locaux. Enfin, 45,54% considèrent qu'il est nécessaire de mener des campagnes de sensibilisation sur les avantages de l'inclusion financière.



**Fig. 9 :** Services financiers ou produits important à améliorer ou à développer pour répondre aux besoins des personnes exclues.

### 3 Résultats :

L'étude sur l'exclusion financière au Maroc a révélé des résultats intéressants. En termes d'accès aux services financiers, la majorité de la population a accès à certains services de base tels que les comptes bancaires, mais un bon nombre d'entre eux se détournent des autres produits et services financiers tels que les prêts, l'épargne et les produits d'assurance. Cependant, des obstacles subsistent, tels que :

- le manque de documentation : surtout pour les ménages qui habitent dans les zones rurales et dont le nombre d'agence bancaire et d'institutions financières est faible ;
- les revenus faibles : que ce soit pour les ménages sans emplois ou avec emplois à revenus bas ou pour les très petites entreprises dont l'activité ne génère pas plus de revenus ;
- la défiance envers les institutions financières : de nombreux interviewés ont une attitude de méfiance ou de scepticisme à l'égard des acteurs et des mécanismes du système financier. Principalement en ce qui concerne l'égalité entre les clients en matière d'accès aux services financiers et aussi en ce qui concerne la fixation des taux d'intérêt et cela s'ajoute la méfiance en matière d'utilisation de leurs informations personnelles ;
- Offre limitée d'instruments financiers, tels que les prêts, les assurances et les investissements, permettant d'encourager la promotion des projets de protection de l'environnement et aussi ceux qui permettent de favoriser le développement des petites entreprises vertes et aussi des entrepreneurs et des entrepreneurs et des entrepreneurs et des entrepreneurs et les entrepreneurs et innovateurs qui cherchent à créer des entreprises durables.
- le manque d'éducation financière et la méconnaissance des produits et services financiers. Les ménages et les chefs de petites entreprises ont déclaré qu'ils manquent de connaissance sur comment peuvent-ils manipuler les produits et les services financiers comme exemple : remplir un chèque, tirer de l'argent via une carte bancaire, savoir calculer le coût effectif d'un prêt bancaire ....;
- De plus, certaines offres financières peuvent être incompatibles avec les convictions religieuses. Ici on parle des ménages qui sont soucieux d'utiliser les produits et services financiers proposés par les banques conventionnelles et même participatives.

L'étude a également identifié plusieurs facteurs d'exclusion financière. Les zones rurales du Maroc sont moins bien desservies par les institutions financières, entraînant une limitation de l'accès aux services financiers. Les frais élevés, la discrimination basée sur le genre, l'âge et l'origine ethnique, les barrières linguistiques, l'accès limité aux technologies financières ainsi que les critères rigides d'éligibilité et de garantie pour les services financiers contribuent également à cette exclusion. Pour favoriser l'inclusion financière, il est nécessaire de prendre des mesures telles que l'expansion des services financiers dans les zones rurales, la réduction des frais, l'amélioration de l'éducation financière et la promotion de la confiance dans les institutions financières. En tenant compte des besoins spécifiques des individus, notamment des produits financiers adaptés aux faibles revenus et des programmes de microcrédit pour les entrepreneurs, il est possible de surmonter ces obstacles et de promouvoir une inclusion financière plus large.



#### **4 Discussion et recommandations**

Pour promouvoir l'inclusion financière au Maroc et lutter contre l'exclusion financière, il est recommandé de mettre en place des programmes d'éducation financière accessibles à tous les niveaux d'éducation, de renforcer la confiance dans les institutions financières par des campagnes de sensibilisation et des mesures de transparence, de réduire les frais liés aux services financiers pour les rendre plus accessibles aux personnes à faible revenu, d'étendre la disponibilité des institutions financières dans les régions rurales grâce à des succursales et des technologies financières innovantes, de combattre la discrimination basée sur le genre, l'âge et les convictions religieuses dans l'accès aux services financiers, de promouvoir les partenariats entre les institutions financières et les acteurs locaux pour faciliter l'accès aux services financiers et encourager le paiement des factures par des moyens électroniques, de mettre en place des incitations fiscales pour encourager l'utilisation des services financiers, notamment pour les entreprises et les porteurs de projets axés sur la protection de l'environnement tels que la gestion et le recyclage des déchets domestiques et la lutte contre la pollution chimique. De plus, il est important de développer des produits d'épargne adaptés aux faibles revenus et des assurances abordables pour répondre aux besoins des populations exclues dans ce domaine.

Vu l'importance de ses résultats, nous avons essayé de publier notre article en plusieurs langues et ce pour un large partage d'information pour la communauté scientifique et aussi en faveur des toutes les parties prenantes de système financier à l'échelle national qu'international.

En sus de la qualité des résultats qu'elle présentait. Cette recherche présente plusieurs limites qui doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats. Tout d'abord, l'échantillon utilisé dans l'étude peut avoir été restreint en termes de représentativité et en termes de qualité des individus car la plupart d'entre eux ont déjà un compte bancaire, ce qui limite la généralisation des conclusions à l'ensemble de la population marocaine. De plus, il existe une possibilité de biais de réponse, où les participants peuvent fournir des réponses biaisées ou inexactes pour raison de manque de confiance dans les institutions financières, ce qui peut affecter la validité des résultats. Une autre limitation concerne la mesure subjective de l'exclusion financière, basée sur les perceptions des participants, ce qui peut introduire une certaine subjectivité et des variations dans les résultats. De plus, la recherche a été menée uniquement en français, cela peut exclure les personnes qui ne maîtrisent pas cette langue, ce qui peut entraîner une sous-représentation de certains groupes de population. De plus, les résultats peuvent être influencés par des facteurs culturels spécifiques au Maroc, ce qui limite la généralisation des conclusions à d'autres contextes. Enfin, pour obtenir une image plus complète et précise de l'exclusion financière au Maroc, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour surmonter ces limites et obtenir des données plus robustes.

#### **5 Conclusion :**

Vu l'importance que revêt le sujet de l'inclusion financière. En 2015, le Maroc a inauguré les premiers pas de lancement des travaux de la stratégie nationale de l'inclusion financière (SNIF) et aussi l'élaboration de la feuille de route d'alignement du secteur financier sur les objectifs de développement durable. De fait que, l'inclusion financière a attirée beaucoup de l'intérêt de la part des autorités publiques qui désirent répondre aux objectifs de développement durable et de réaliser la prospérité économique et sociale des populations, de réduire les taux de pauvreté et en parallèle de renforcer les politiques d'investissement [8], car elle est devenue un facteur important d'inclusion, d'équité et d'efficacité économique et sociale. L'inclusion financière est devenue une priorité d'une importance cruciale pour tous les pays et les institutions internationales tel le cas du Maroc, puisque elle permet aux particuliers qu'aux entreprises la bonne gestion de leurs revenus et de leur épargne.

Les résultats de cette étude montrent que l'âge, le niveau d'étude et le statut sociaux professionnels ont un impact positif et plus significatif sur la réduction de l'exclusion financière. La population étudiée est composée de 86,9% des personnes âgées d'au moins 25 ans, 97,4% ayant un niveau d'étude de niveau baccalauréat ou plus, poursuivant leurs études ou diplômés, et aussi 94,6% sont que soit des salariés ou fonctionnaires et dont 27,8% comme étudiants bénéficiant d'une bourse d'étude. Ce qui nous a conduits à avoir une proportion de 94,8% de la population qui détient un compte auprès d'une banque ou d'une institution financière.

Notre étude empirique, en utilisant la théorie enracinée, a mis le pont sur plusieurs facteurs d'exclusion financière. Malgré que 94,8% de la population cible par cette étude, les individus de notre population ont confirmé que la détention d'un compte bancaire et juste un moyen pour recevoir le salaire ou la bourse auprès des établissements ou des entreprises concernées. En parallèle, les résultats montrent que la plupart d'eux n'ont pas la possibilité d'épargner, de souscrire un crédit ou une assurance. Ces facteurs d'exclusion peuvent être résumé comme suit : Le manque ou faible d'éducation financière, le manque de confiance dans les institutions financières, le manque de documentation qui explique mieux les informations sur les produits et services financiers offerts, le faible niveau de revenu des individus, l'incompatibilité de l'offre des produits et services financiers aux attentes de leurs clients (particuliers et entreprise), la faible disponibilité des institutions financières dans les régions



rurales, les frais élevés associés aux services financiers la discrimination basée sur le genre, l'âge et l'origine ethnique, les barrières linguistiques (faible niveau dans la langue et de jargon utilisé), l'accès limité aux technologies financières, (2,455 milliards d'exclus du système bancaire conventionnel dans le monde et aux ventes de téléphone portable [13]) et la rigidité des critères d'éligibilité et des garanties pour les services financiers. L'exclusion financière ne se limite pas à la détention ou non de compte bancaire mais aussi à la capacité des particuliers et entreprises à bénéficier des produits financier de base tel que l'épargne et l'assurance [14].

Un secteur financier est dit inclusif s'il aboutit essentiellement pour réduire la vulnérabilité et la pauvreté des ménages à faibles revenus et, également, pour encourager les des petites et moyennes entreprises à l'investissement à travers une meilleure allocation de capitaux [8]. Ce qui permettra une promotion de la croissance économique en contribuant à réduire le chômage. A cela, l'objectif de réduire la marge d'exclusion financière est considéré comme un défi de taille et/ou un cheval de bataille pour développement économique des pays émergeant tels le cas du Maroc.

## 6 Remerciement :

Nous exprimons notre gratitude sincère envers tous les membres de l'Association de la Recherche Scientifique et d'Etudes Doctorales (ARSED) ainsi que les membres du challenge de la rédaction CRScopus2023'2, pour leur aimable bienveillance et leur direction précieuse tout au long de cette formation. Leur patience remarquable, leurs conseils éclairés, leur confiance sincère et leur intérêt pour notre sujet de recherche ont été des facteurs déterminants dans la réalisation de cet article. Leur encadrement exemplaire a été inestimable. Nous remercions aussi toutes personnes ayant participé, directement ou indirectement de près ou de loin, à la réussite de notre enquête sur le terrain et ce pour leur temps consacré pour répondre à nos question et aussi pour leurs suggestions les plus riches.

## 7 Références bibliographiques:

- [1] Z. Elouaourti et E. Ezzahid. « Factors of regional financial inclusion in Morocco ». *Regional Science Policy and Practice*, (2022)
- [2] E. Ezzahid et Z. Elouaourti, Financial Inclusion, Financial Frictions, and Economic Growth: Evidence from Africa ». *Journal of African Business*, vol. 23, n° 3, (2022)
- [3] A. Demircuc-Kunt, L. Klapper, D. Singer, S. Ansar, et J. Hess, "The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution". World Bank, (2018)
- [4] K. Benayad et M. R. Aasri, Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains ? ». *IJAFAME* vol. 2, n° 5, (2021)
- [5] A. F. Akpa, A. F. Chabossou, et F. D. Degbedji, « Analyse de l'effet de l'inclusion financière sur la croissance agricole au Bénin ». *Annales des Sciences Economiques de l'UAC*, vol. 2, n° 1, (2020)
- [6] N. Abbar et A. Sadqi, « Nexus Finance-Croissance : canaux de transmissions et rôle des sources alternatives de financement ». *IJAFAME* (2022)
- [7] M. A. Ait Ouhammou, N. A. Taleb, et M. Khariss, « LA TRANSFORMATION DIGITALE : QUEL IMPACT SUR LES METIERS BANCAIRES ? CAS DES BANQUES MAROCAINES ». *RIMMS* (2022)
- [8] B. Benyacoub, « Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc ». *IJAFAME* (2021).
- [9] K. Cherkaoui. « La digitalisation des services bancaires, source de rentabilité : le cas des banques marocaines ». *Revue Internationale du Chercheur*, (2022)
- [10] E. Ezzahid et Z. Elouaourti, « Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion: micro-level evidence from Morocco ». *International Journal of Social Economics*, vol. 48, n° 7, (2021)
- [11] B. G Glaser. *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*. Organizational careers: Transaction Publishers (ed). (1968).
- [12] L. Garreau et R. Bandeira-De-Mello, « La théorie enracinée en pratique: vers un dépassement de la tension entre scientificité et créativité dans les recherches basées sur la théorie enracinée? ». In *AIMS* (2010).
- [13] D. Assadi et A. Cudi, « Le potentiel d'inclusion financière du "Mobile Banking". Une étude exploratoire ». *Management & Avenir*, vol. n° 46, n° 6, (2011)
- [14] J.-M. Figuet et F. Pinos, « L'exclusion financière en France : une lecture en filigrane des modèles économiques bancaires ». *Revue d'économie financière*, vol. 115, n° 3, (2014).